

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 24/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PASTACORP

9, boulevard de Croisset
76000 Rouen

Références : UDRD.2025.10.R.11
Code AIOT : 0005802240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement PASTACORP implanté 9, boulevard de Croisset 76000 Rouen. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 septembre 2025 dans l'établissement PASTACORP implanté 9, boulevard de Croisset 76000 Rouen. Cette visite d'inspection a été annoncée le 04 septembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASTACORP
- 9, boulevard de Croisset 76000 Rouen
- Code AIOT : 0005802240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Fabrication de semoule à partir de blé dur (réception et stockage de blé ; nettoyage, mouillage et trituration de blé ; conditionnement et chargement de semoule ; valorisation des résidus de meunerie sous forme de pellets).

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Bruits et vibrations
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022	Arrêté Préfectoral du 30/11/2022, article article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024	Arrêté Préfectoral du 25/06/2024, article article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
3	arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024	Arrêté Préfectoral du 25/06/2024, article article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024	Arrêté Préfectoral du 25/06/2024, article article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection avait pour objet de récolter les arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 30 novembre 2022 et 25 juin 2024.

Sur le sujet des nuisances sonores (APMD du 30/11/2022), les améliorations réalisées par l'exploitant et son engagement formel à réaliser de nouveaux travaux visant la réduction de son impact sonore amènent l'inspection à ne pas proposer pour l'heure à Monsieur le préfet de liquider partiellement l'astreinte administrative d'un montant journalier de 1000 euros imposée à la société PASTACORP par arrêté préfectoral du 23 avril 2025, pour la période à compter du 01^{er} juillet 2025 jusqu'au 26 septembre 2025 inclus, date de la visite d'inspection précitée, soit une période de 88 jours au total,

représentant un montant du titre de perception correspondant de 88 000 euros. Ce positionnement pourra toutefois être revu par l'inspection en fonction de l'état de conformité obtenu par l'exploitant suite aux travaux complémentaires à réaliser et décrits au point de contrôle n°1 du présent rapport.

Sur le sujet de la prévention des risques d'accident (APMD du 25/06/2024), l'inspection note des améliorations qui devront être confirmées ; des justificatifs et rapports de contrôle sont attendus. La vérification des continuités électriques doit notamment être davantage surveillée. Ces dispositions font également l'objet d'un arrêté du 22 avril 2025 imposant une amende et une astreinte. Le récolement de cet arrêté préfectoral fera l'objet d'un nouveau contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2022, article article 1
Thème(s) : Risques chroniques, non-conformités objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure
Prescription contrôlée : La société PASTACORP, dont le siège social est situé 73, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, est mise en demeure de respecter sous 2 mois, pour son site implanté 9, boulevard de CROISSET 76000 ROUEN, l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 susvisés. Cette prescription sera réputée respectée sur présentation de résultats de mesures de niveaux sonores en limite de propriété et en zones à émergence réglementée, conformes aux seuils définis à l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 15 septembre 2025 un rapport de mesure des émissions sonores de son installation réalisées durant l'été 2025. Une mise à jour de ce rapport a été transmis par courriel du 30 septembre 2025. L'inspection relève dans ce rapport que les mesures ont été réalisées : <ul style="list-style-type: none">• En limite de propriété : le mardi 1er juillet 2025 entre 22h00 et minuit ;• Dans les zones à émergences réglementées (Z.E.R.) : le mercredi 10 septembre 2025 entre minuit et 02h15. Le 26 septembre 2025, au cours de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant a confirmé que l'ensemble des travaux visant à réduire les émissions sonores de l'installation (dévoisement de la sortie du filtre « BF 1 » coté Seine et mise en place d'un caisson d'isolation phonique sur les sorties de filtre en toiture du moulin C), avaient bien été réalisés avant la campagne de mesures aux dates susmentionnées. Dans ce rapport, l'inspection relève : <ul style="list-style-type: none">• une non conformité au point LP2, avec une mesure à 60dB(A) sur le niveau de bruit ambiant constaté (valeur faisant abstraction du trafic routier en limite de propriété (boulevard de Croisset) et permettant de minorer l'impact des bruits ponctuels inopportuns tel que les passages de véhicule sans toutefois les occulter intégralement) en

comparaison du niveau sonore limite admissible en période de nuit allant de 22 h à 7 h (sauf dimanches et jours fériés) fixé à 55,0 dB(A) à l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, soit un dépassement de 5 dB(a) ;

- une non conformité au point ZER 1 (au Nord du site), avec une émergence calculée de 9,0 dB(A) en comparaison à la valeur admissible tolérée de 3,0 dB(A) fixée dans le tableau figurant à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, soit un dépassement de 6,0 dB(A) ;
- une non conformité au point ZER 2 (à l'Ouest du site), avec une émergence calculée de 6,5 dB(A) en comparaison à la valeur admissible tolérée de 3,0 dB(A) fixée dans le tableau figurant à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 précité, soit un dépassement de 3,5dB(A) ;

Ces non conformités ont été rappelées par l'inspection à l'exploitant durant la visite.

L'inspection relève toutefois que le rapport conclut sur :

- la diminution des niveaux sonores en limite de propriété du site, suite au dévoiement de la sortie du filtre « BF 1 » coté Seine avec un gain sensible de l'ordre 7 dB(A) au niveau du point récepteur « LP 2 » par rapport aux mesures acoustiques réalisées en novembre 2024;
- la réduction suite aux travaux réalisés, des émissions sonores de 5 dB(A) au point de mesures « LP 1 » situé en limite de propriété, par rapport aux relevés effectués en décembre 2022 .
- la réduction des émergences sonores chez les tiers de 3 dB(A) et 1dB(A) respectivement aux points de mesures « ZER 1 » et « ZER 2 », consécutivement aux récents travaux réalisés, notamment ceux du « BF 1 » et sur l'isolation des sorties de filtres en toiture du moulin C.

Le 26 septembre 2025, sur le terrain, l'inspection a pu constater :

- le détournement de la sortie du BF1 en façade sud (coté Seine); le bruit émis via cet émissaire en direction de la Seine demeure caractérisé et notable,
- depuis l'extérieur de l'installation au Rez-de-chaussée, la présence d'un caisson d'isolement situé sur les 2 sorties de filtres situées en toiture du moulin C,
- la fin des travaux d'isolation phonique du local compresseur.

Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas su justifier d'un nouvel échéancier de travaux complémentaires de mise en conformité de ses émissions sonores (plan d'actions détaillant les travaux à venir, devis signés...). L'exploitant a également fait part à l'inspection d'un besoin de temps pour se mettre en conformité, évoquant notamment un projet d'augmentation de capacité de production et de remise en état des moulins A et B, remplacement des appareils à cylindre et leur entraînement sous une échéance de 2 ans (sans engagement formel sur ce point à ce stade).

L'inspection a demandé à l'exploitant s'il pouvait justifier de la conformité de ses émissions sonores en période de jour. L'exploitant a justifié auprès de l'inspection de sa dernière mesure réalisée en période diurne et transcrite dans le rapport de novembre 2024 préalablement transmis à l'inspection. Ce rapport susmentionné met notamment en évidence (sans tenir compte des travaux récents décrits au présent point de contrôle) une non conformité en limite de propriété au point LP2 en période diurne à 67,5 dB(A) sur le niveau de bruit ambiant constaté (valeur faisant abstraction du trafic routier en limite de propriété et permettant de minorer l'impact des bruits ponctuels inopportuns tel que les passages de véhicule sans toutefois les occulter intégralement)

en comparaison du niveau sonore limite admissible en période de jour allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés) fixé à 65,0 dB(A) à l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017, soit un dépassement de 2,5 dB(A).

Demande n°1 : l'exploitant réalisera **avant le 15 avril 2026** dans des conditions satisfaisantes et représentatives du fonctionnement **normal** de l'installation une nouvelle mesure de ses émissions sonores au point LP2 en période de jour pour justifier auprès de l'inspection de son retour à la conformité sur cette période selon le niveau sonore limite admissible prescrit à l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017.

Demande n°2 : l'exploitant réalisera **avant le 15 avril 2026** dans des conditions satisfaisantes et représentatives du fonctionnement **normal** de l'installation une mesure de ses émissions sonores en limites de l'établissement en période intermédiaire (allant de 6 h à 7 h et de 20 à 22 h (ainsi que les dimanches et jours fériés)) afin de justifier auprès de l'inspection de sa conformité sur cette période selon le niveau sonore limite admissible prescrit à l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017.

Le jour de la visite, l'exploitant a révélé qu'une cartographie des sources d'émissions sonores avait été réalisée par son prestataire (diagnostic ciblé sur sources de bruit en terrasse du moulin A, imagerie acoustique) suite à la campagne de mesure de bruit précédemment évoquée en vue de l'accompagner dans sa mise en conformité. Le rapport du diagnostic a été transmis à l'inspection par courriel du 30 septembre 2025. Celui-ci met notamment en exergue

- la réalisation d'une campagne de mesures acoustiques le 27 août 2025 entre 17h00 et 21h30.
- l'incidence limitée des filtres du silo blé et nettoyage sur le niveau sonore observé au point de mesure « LP2 », en précisant qu'*« un traitement correctif sur ces sources de bruits conduirait à un gain sur le niveau sonore observé de l'ordre de 0,5 à 1,5dB »*,
- l'incidence limitée des filtres du silo blé et nettoyage sur le niveau sonore observé en ZER, étant souligné que *« la mise en œuvre de moyens d'insonorisation permettrait un gain sur l'émergence globale compris entre 0 et 1 Db(a). L'incidence la plus remarquable pourrait se situer dans les basses fréquences à 63Hz, avec un gain sur la valeur d'émergence qui se situerait entre 1 et 2,5dB.»*;
- l'incidence limitée des sources de bruit provenant de l'évent du moulin C, de la sortie de filtre du moulin B, de la façade du moulin C (vitrages et débouchés tuyauteries), du local surpresseur et du filtre nettoyage (moulin A et silo a grains);
- la perception d'un niveau sonore perçu en limite de propriété provenant *« majoritairement de sources de bruit plus « diffuses » telles que le rayonnement acoustique et vibratoire des murs de l'immeuble. »*

Selon l'exploitant, le prestataire aurait admis que de nouveaux travaux visant à réduire les émissions sonores de l'installation seraient possibles mais nécessiteraient des investissements lourds pour des gains restreints, de l'ordre de 1,5 dB maximum. En fin de visite, l'exploitant a toutefois émis des réserves sur les faibles estimations de son prestataire.

Par courriel du 6 octobre 2025, l'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux suivants au plus tard le 31 mars 2026 :

- isolation de l'évent anti-explosion du filtre du silo blé au 7ème étage;
- redimensionnement et installation d'un nouveau silencieux sur la sortie du filtre nettoyage situé en toiture;
- isolation du caisson de la soupape de déflagration de l'évent moulin C;

- isolation par l'intérieur de la verrière de façade de toute la zone local surpresseur;
- isolation du caisson de la soupape de déflagration de filtre nettoyage;
- installation d'un panneau acoustique à l'intérieur du bâtiment Moulin C;
- isolation des 2 ventilateurs du silo de chargement en partie haute des cellules.

Demande n°3 : l'exploitant justifiera auprès de l'inspection avant le 15 avril 2026 de son retour à la conformité en période de jour (cf. demande n°1), en période intermédiaire (cf. demande n°2) et en période de nuit par la réalisation de nouvelles mesures en limite de propriété ainsi qu'en zone à émergence réglementée. Le rapport des mesures réalisé sera transmis à l'inspection dans le même délai. Compte tenu des réserves du prestataire sur les gains envisagés pour les travaux sus-mentionnés, l'inspection rappelle qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer que les modifications qui seront réalisées avant fin mars 2026 permettront un retour à la conformité.

Demande n°4 : l'exploitant transmettra avant le 31 décembre 2025, le chiffrage du remplacement des appareils à cylindre ainsi qu'une étude sur les gains acoustiques apportés par leur remplacement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2024, article article 1

Thème(s) : Risques accidentels, non-conformités objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure

Prescription contrôlée :

l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017. Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un procès-verbal d'installation, émis par un fournisseur spécialisé et indépendant, de détecteurs d'incendie dans toutes les armoires et salles électriques non équipées, ces détecteurs étant dûment dimensionnés par rapport aux volumes des salles, pleinement fonctionnels, et reliés à la centrale de détection incendie du site. Le procès-verbal engageant la responsabilité de l'installateur tiers est illustré de photographies montrant chaque détecteur installé (une photo d'ensemble et une photo en gros plan avec numéro de série lisible), les numéros de série des détecteurs sont reportés sur un plan de localisation également joint au procès-verbal ;

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 30 septembre 2025 un rapport de mise en service du système de sécurité incendie (SSI) daté du 09 mai 2025. Celui-ci mentionne notamment l'installation et le test d'un équipement de contrôle et de signalisation (ECS), de 13 détecteurs par aspiration. Ce rapport révèle par ailleurs la présence de 3 observations ayant un délai d'actions de 60 jours :

- dupliquer les dernières modifications du DFA 13 sur les autres armoires électriques;
- mettre des interrupteurs à clés pour faciliter la maintenance des armoires;
- connecter la centrale CEMIS à la centrale ZETTLER pour activation de l'alarme sonore.

Par courriel du 30 septembre 2025, l'exploitant a également transmis un procès verbal de réception de l'installation daté du 26 septembre 2025.

Commentaire n°1 : l'inspection relève que le procès-verbal de réception de l'installation du 30 septembre 2025 met en évidence l'absence de réserves en première page du document (case cochée SANS réserves) mais rappelle en deuxième page les 3 observations déjà signalées dans le rapport de mise en service du SSI daté du 9 mai 2025 dont le délai d'action était fixé à 60 jours.

Demande n°4 : l'exploitant transmettra auprès de l'inspection avant le 15 novembre 2025 un constat de levée des réserves daté et signé par l'exploitant et son prestataire justifiant la levée des 3 observations (réserves) mentionnées dans le procès-verbal de réception de l'installation du 30 septembre 2025.

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'inspection a constaté que l'exploitant avait entrepris des travaux en vue de se mettre en conformité. Selon les déclarations de l'exploitant, l'ensemble des armoires électriques de l'installation sont protégées et sont sous détection. L'inspection a visité par sondage :

- la deuxième centrale incendie de l'installation qui a selon l'exploitant pour fonction de couvrir les zones non couvertes décrites au présent point de contrôle. Cette deuxième centrale affichait un voyant sous tension actif. Le dernier historique de cette deuxième centrale a pu être consulté et a mis en évidence une alarme feu le 19 septembre 2025 (soit 7 jours avant la visite) au R+3 DFA10 FEU ZONE 2 ARMOIRE NETTOYAGE,
 - selon l'exploitant plusieurs déclenchements intempestifs et dérangements auraient eu lieu depuis la mise en service de l'installation; l'exploitant a indiqué travailler avec son prestataire depuis le début de l'année en vue de corriger ces anomalies sur cette nouvelle centrale, évoquant notamment que l'origine des anomalies constatées provenaient de détections de fumées ou poussières, de problèmes de pile dans les détecteurs, ou encore de dysfonctionnement de cartes électroniques fournies par son prestataire;
- l'armoire électrique « nettoyage » qui disposait d'une détection incendie. Le détecteur de fumée par aspiration (DFA) n°10 associé à cette armoire était sous tension, les voyants « alarme feu » et « dérangements » étaient inactifs;
- l'armoire presse C60 qui disposait également d'une détection incendie. Le DFA n°13 associé à cette armoire était sous tension, les voyants « alarme feu » et « dérangements » étaient inactifs.

L'exploitant a engagé les actions. Il manque les justificatifs documentaires permettant de justifier du respect des obligations. En l'absence de réception des éléments justificatifs dans le délai indiqué, l'inspection engagera les sanctions prévues par le code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2024, article article 1
Thème(s) : Risques accidentels, non-conformités objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure
Prescription contrôlée : l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004. Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant : met en œuvre les dispositions techniques adéquates permettant de garantir l'arrêt du circuit de manutention en cas d'arrêt du système d'aspiration (modification de la logique du système de commande pour supprimer la possibilité « marche forcée » ou mettre en place une logique de consignation si cette marche forcée est nécessaire lors des phases de travaux/maintenance) ; [...] L'ensemble des justificatifs attestant l'asservissement précité, [...] sont communiqués à l'inspection des installations classées ;
Constats : L'exploitant a transmis par courriel : <ul style="list-style-type: none">• du 15 septembre 2025 un bon de commande signé du 04 septembre 2025 prévoyant une modification de l'asservissement du circuit de manutention à l'aspiration centralisée, avec : « <i>installation d'un contacteur et d'un bloc additif sur départs ventilateur 19 et 20 pour arrêter le circuit vert et rouge en cas de défaut, remise en service et test de fonctionnement</i> » pour un coût de 1 261 euros HT.• du 30 septembre 2025 un bon de commande signé du 18 septembre 2025 prévoyant l'acquisition d'un relai de temporisation et de 5 boutons à clé pour un coût de 360,07 euros HT. L'inspection a pu constater le jour de la visite que les 2 commutateurs préexistants situés sur l'armoire de conduite des circuits semoules (et qui permettait de positionner le mode d'asservissement des ventilateurs 19 et 20) ont été supprimés et remplacés par 2 boutons à clé permettant pour chacun des ventilateurs, de positionner leur mode de fonctionnement en mode auto, 0 ou main. Le jour de la visite, l'inspection a constaté l'absence de clé sur les boutons à clé susmentionnés ainsi que leur positionnement en mode auto. Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré que seul le personnel de maintenance (soit 5 personnes habilitées selon l'exploitant) dispose de la clé pour gérer le mode de fonctionnement des ventilateurs susmentionnés. Il a par ailleurs précisé qu'en cas de besoin la nuit, l'astreinte maintenance serait contactée. Par courriel du 30 septembre 2025, l'exploitant a transmis une consigne de sécurité indiquant que « <i>le démarrage des circuits semoules vers les cellules de stockage doit se faire en position marche automatique</i> » [...] La position «MAIN» sert à mettre le ventilateur en forcé pour des travaux de maintenance. <u>Demande n°5 :</u> l'exploitant justifiera à l'inspection de la formation de son personnel à l'application de sa consigne de sécurité susmentionnée (« <i>le démarrage des circuits semoules vers les cellules de stockage doit se faire en position marche automatique</i> » [...]La position «MAIN» sert à mettre le ventilateur en forcé pour des travaux de maintenance).

Commentaire n° 2: l'inspection recommande à l'exploitant de formaliser et tenir à jour une liste du personnel habilité à utiliser les clés des boutons à clé permettant de modifier le positionnement des ventilateurs 19 et 20 situés sur l'armoire de conduite des circuits semoules.

Commentaire n°3 : l'inspection souligne que l'arrêt du circuit de manutention en cas d'arrêt du système d'aspiration n'a pas été testé par sondage lors de la visite. Le bon fonctionnement de l'installation relève avant tout de la responsabilité de l'exploitant; celui-ci ayant par ailleurs confirmé durant cette visite que le circuit de manutention est asservi au système d'aspiration, que les asservissements sont opérationnels et que les défauts d'étanchéité en galerie sur cellules HERMEX avaient été résorbés.

Demande n°6 : l'exploitant transmettra à l'inspection la facture associée au bon de commande signé du 4 septembre 2025 justifiant de la réception des travaux, de la remise en service et du test réalisés sur l'installation et attestant l'asservissement précité.

Ces dispositions font déjà l'objet d'un arrêté préfectoral du 22 avril 2025 d'amende et d'astreinte administrative applicable au 1er octobre 2025. Des éléments sont donc attendus à cette date. En l'absence de réception des éléments mentionnés ci-dessus, l'inspection pourra engager les sanctions prévues par cet arrêté et le code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2024, article article 1

Thème(s) : Risques accidentels, non-conformités objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure

Prescription contrôlée :

l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017 ; cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant :

procède au raccordement de toutes les tresses de liaison équipotentielle, et sensibilise de nouveau ses opérateurs au respect de cette consigne ;

procède au dépoussiérage de toutes les armoires et salles électriques (des photographies avant/après dépoussiérage de toutes les armoires et salles électriques sont communiquées à l'inspection des installations classées) ;

traite toutes les non-conformités électriques identifiées et communique à l'inspection des installations classées un nouveau rapport de vérification de la conformité des installations électriques confirmant la levée des non-conformités identifiées dans le rapport de contrôle de décembre 2023 ;

en cas de nouvelles non-conformités qui n'auraient pas déjà été identifiées dans de précédents rapports, les interventions curatives sont prioritaires et planifiées dans un échéancier communiqué à l'inspection des installations classées.

Constats :

Non-conformités électriques:

L'exploitant a transmis par courriel du 15 septembre 2025 l'état d'avancement de son échéancier de mise en conformité relatif aux 8 non conformités (dont 6 déjà signalées) relevées par son prestataire dans son rapport de vérification des installations électriques du 23 décembre 2024. L'exploitant a notamment confirmé que les observations n°3, n°4 et n°6 (concernant l'absence de marquage ATEX en tête de filtres) du rapport susmentionné étaient désormais soldées. Concernant les observations n°1 et n°2 du rapport susmentionné (défauts CPI) l'exploitant a également confirmé que celles-ci étaient pareillement soldées. L'observation n°8 du rapport susmentionné a également été soldée selon l'exploitant, s'agissant d'un défaut de protection d'une enveloppe.

Par sondage lors de la visite, l'inspection a constaté in situ que l'exploitant avait mis sous enveloppe le câble débranché à proximité du filtre P-E-FD04 (non-conformité n°7 du rapport susmentionné) situé au premier étage du moulin A et B - L'état d'avancement de l'échéancier de mise en conformité susmentionné indiquant par ailleurs que cette observation est soldée depuis le 4 mars 2025.

Demande n°7 : L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de vérification annuelle de la conformité des installations électriques ainsi que le prochain rapport Q18 associé, en vue de confirmer dans ces 2 rapports, l'absence d'observation(s) déjà signalée(s). Il transmettra par ailleurs un échéancier de mise en conformité des éventuelles nouvelles observations.

Dépoussiérage:

L'exploitant a indiqué lors de la visite que le dernier dépoussiérage des armoires et salles électriques avait été réalisé début septembre 2025 (le premier lundi et mardi de chaque mois). Celui-ci a transmis à l'inspection par courriel du 30 septembre 2025 un contrat daté du 7 avril 2025 signé par l'exploitant, prévoyant une prestation d'entretien des armoires basses tension, avec prise d'effet au 1^{er} mai 2025 pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction. Par ailleurs, l'exploitant a transmis par courriel un document interne justifiant du dépoussiérage de 13 salles et armoires électriques le 7 et 8 avril 2025 (photos avant / après dépoussiérage) en vue de la mise en service de la nouvelle centrale de détection incendie.

Lors de la visite, l'inspection a vérifié par sondage le niveau d'empoussièrement de l'armoire synoptique du 3^{ème} étage du moulin A, de l'armoire nettoyage, de l'armoire presse C60 et de l'armoire chargement. Le niveau d'empoussièrement de ces armoires était satisfaisant.

Commentaire n°4: l'inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité d'être en mesure de justifier de la régularité des dépoussiérages réalisés (article 7.3.9 de son arrêté). L'exploitant doit être en mesure de justifier, au travers d'un registre, de toutes les opérations de dépoussiérage réalisées dans son installation, y compris en justifiant de l'efficacité des actions de dépoussiérage réalisées par la transmission de photo avant / après.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que son prestataire n'avait pas dépoussiéré le TGBT le 31 mai dernier lors du nettoyage annuel, cette opération ayant été reportée le 01^{er} octobre 2025 lors de l'arrêt annuel.

Demande n°8 : l'exploitant justifiera à l'inspection du dépoussiérage du TGBT.

Liaisons équipotentielle:

L'exploitant a justifié des derniers constats qu'il réalise durant ses rondes techniques « hebdomadaires » (courriels du 20/08/25, 27/08/25, 03/09/25 et 08/09/25) selon son courriel transmis à l'inspection le 10 avril 2025. Ces courriels révèlent l'identification par l'exploitant de présence de by-pass, de problèmes d'étanchéité (tuyauteries percées, défauts de raccordement), de tuyauteries obturées, de carter enlevé, de manche enlevée, de gâchis et débordement de matière, d'utilisation de moyens de fortune, de zones et équipements empoussiérés à nettoyer, de carter à remonter et de surchauffe de matériel.

L'exploitant a transmis un plan d'actions « action en cours » daté du 29 septembre 2025. Le suivi des actions listées depuis le 20 août 2025 dans ce cadre révèle la résolution de 49 des observations sur 56.

Les actions non soldées susmentionnées au 29 septembre 2025 concernent notamment le nettoyage d'équipements empoussiérés ainsi que des défauts de raccordement, de débordement de matière, de tuyauterie et équipement percés.

Par sondage lors de la visite, l'inspection s'est rendue au deuxième étage côté nettoyage pour constater la présence d'une fuite de son (cf. ligne 9 du plan d'actions susmentionné) non soldée le jour de la visite (ligne désormais soldée selon l'exploitant, selon le plan d'actions susmentionné transmis par courriel à l'inspection le 30 septembre 2025). L'inspection a effectivement constaté la présence d'un tas de son situé au sol, au pied d'une tuyauterie, ainsi qu'une fuite de son alimentée (flux d'empoussièrement émis depuis le point de fuite), causée par un défaut d'étanchéité au niveau d'un raccordement. **Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence d'une liaison équipotentielle non raccordée située sur une tuyauterie au droit de la tuyauterie fuyarde, situation accidentogène constituant un facteur de risque aggravant.** L'inspection relève par ailleurs qu'aucune des observations listées dans le suivi du plan d'action susmentionné ne relève de défaut de liaison équipotentielle.

L'exploitant a justifié par courriel du 30 septembre 2025 du rappel des consignes auprès de son personnel (28 émargements au total) sur le deuxième trimestre 2025 concernant les fermetures des portes, les colonnes sèches (maintien des accès), les tresses équipotentielles et l'intervention à l'intérieur d'une armoire électrique.

Durant la visite, l'inspection a pu constater à de nombreuses reprises, l'utilisation de moyens inappropriés tels que du scotch sur des tuyauteries, des raccords et certaines capacités coniques ou une manche dans la galerie sous cellules en vue de maintenir l'étanchéité de l'installation. Par ailleurs des dépôts de poussière en quantité insatisfaisante on pu être constatés sur plusieurs surfaces au sein de la galerie sous cellules notamment sur la tuyauterie et sur les carters des équipements.

Commentaire n°5 : au travers du constat décrit ci-dessus, l'inspection considère que la prescription exigeant le raccordement de toutes les tresses de liaison équipotentielle n'était pas satisfaite lors de la visite. L'inspection recommande à l'exploitant d'apporter une vigilance particulière sur ce point dans le cadre de son suivi hebdomadaire, tel qu'il s'y était pourtant engagé par courrier du 10 avril 2025.

Demande n°9 : l'exploitant justifiera à l'inspection du solde des 7 actions de maintenance restant à réaliser sur les 56 figurant dans le suivi de plan d'actions du 29 septembre 2025 transmis à

l'inspection. Le cas échéant, l'exploitant justifiera d'un échancier dans son suivi de plan d'actions. L'exploitant justifiera également dans le même délai du raccordement de la liaison équipotentielle identifiée le jour de la visite sur une tuyauterie située au 2ème étage coté nettoyage et de la réfection de la fuite de son observée.

Commentaire n°6 : l'inspection préconise vivement à l'exploitant de réaliser et d'être en mesure de justifier d'un programme de maintenance avec échancier, visant à réparer de manière pérenne les tuyauteries, raccords et capacités réparées provisoirement à l'aide de moyens inappropriés et garantir un état de propreté satisfaisant de ses installations, conformément à l'article 7.3.9 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2017.

Demande n°10 : l'exploitant justifiera (notamment par la transmission de photos avant/après) du dépoussiérage de la tuyauterie et des équipements situés dans la galerie sous cellules.

L'exploitant a transmis son dernier rapport de vérification des cellules HTA par la méthode des ondes ultrasonores daté du 24 septembre 2025. Celui-ci ne mentionne aucune observation. L'inspection n'émet pas de remarques sur ce point.

Ces dispositions font déjà l'objet d'un arrêté préfectoral du 22 avril 2025 d'amende et d'astreinte administratives applicable au 1er octobre 2025. Des éléments sont donc attendus à cette date. En l'absence de réception des éléments mentionnés ci-dessus, l'inspection pourra engager les sanctions prévues par cet arrêté et le code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours